

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-control-e-pour-le-gaz-et-le-petrole-que-cache-l-ALCA>

Le contrôle pour le gaz et le pétrole que cache l'ALCA

- Empire et Résistance - Blocs régionaux - ALENA, TLC US-UE -

Date de mise en ligne : mercredi 5 février 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

[Texto en español : clicar aquí](#)

I

Introduction

Le contrôle des gisements, le marché et les prix du pétrole et du gaz naturel ont été les facteurs clefs déclencheurs des conflits politiques et des guerres sanglantes.

Des milliers de civils ont payé un lourd tribut à des telles ambitions. Selon Oil Watch, parmi ces guerres on remarque celle du Nigeria de 1967 à 1970 et de 1980 à 1984, celle du Soudan toujours en cours depuis 1983, celle du Yémen entre 1986 et 1987 et 1990 à 1994, celle du Congo entre 1997 et 1999, celle de l'Irak de 1974 à 1975 et dix ans plus tard celle de 1985 à 1992. Pour les mêmes motifs le conflit en Indonésie dure depuis 1986, en Angola depuis 1992 et en Algérie depuis 1991. Pour chaque 5 % d'augmentation de la dépendance pétrolière ces pays ont augmenté de 1.6 % leurs dépenses militaires, selon Oxfam, cité dans le document de Oil Watch, « Moratoire à la application de la frontière pétrolière »

Après la guerre contre l'Afghanistan, à partir du 11 septembre et du coup d'Etat manqué contre le gouvernement vénézuélien et son pétrole, l'ombre de l'aigle a commencé à nouveau sa danse autour de l'Irak. En avril 2002 Saddam Hussein annonce la coupure des exportations du brut en réaction à l'occupation de la Palestine par Israël. Quatre mois plus tard, il signe avec la Russie un accord de coopération économique et commercial pour 40 000 millions de dollars. Depuis la fin de la Guerre du Golfe, l'Irak fut obligé de canaliser tous ses revenus à travers un programme humanitaire de l'ONU -« Pétrole contre nourriture »- et pour payer les réparations de guerre. Mais on le soupçonne d'avoir détourné 300 millions de dollars à des fins militaires, presque la même attitude que les Etats-Unis avec son industrie militaire. Mais l'importance des intérêts qui sont en jeu oeuvre pour que les choses continuent sans changement puisque Chevron-Texaco, Exxon-Mobil Oil et Valero Energy ont dévoré presque la moitié du pétrole exporté par l'Irak.

Depuis quelques années la Banque Mondiale (BM) affirme que les guerres du XXI ème siècle seront provoquées par le contrôle mondial de l'eau potable, qui chaque jour se fait plus rare.

Depuis quelques années, les multinationales se disputent cette ressource. En Colombie à Barranquilla, Puerto Colombia et maintenant dans la localité de La Soledad, l'entreprise espagnole Técnicas Valencianas del Agua (Tecvasa), qui n'a pas d'investissements dans son propre pays, a réussi à obtenir la concession pour 20 ans des services des eaux. Créée en 1999 pour concurrencer dans les privatisations de l'eau en Amérique Latine, trois ans plus tard elle compte quatre filiales : Metroagua en Santa Maria, Colombie ; AAA Dominicana à Saint- Domingue, République Dominicaine ; Amagua dans le canton de Samborondon, Ecuador et AAA Venezuela, dans l'Etat de Zulia, Venezuela. Tecvesa contrôle une zone de neuf millions d'habitants en Amérique Latine, avec un chiffre d'affaires total de 180 millions de dollars en 2001. Ainsi donc, depuis les longues et sanglants luttes pour l'indépendance de Amérique Latine, le nouveau colonialisme « espagnol » ou via l'Espagne contre-attaque.

Maheureusement, d'autres ressources provoqueront aussi graves conflits

L'or vert, la biodiversité. Au dessus des ressources génétiques planent déjà les multinationales des aliments transgéniques et les laboratoires pharmaceutiques comme Bayer, Monsanto et Novartis entr' autres. « Le vrai pétrole et le vrai or du futur est l'eau et l'oxygène ; nos ressources d'eau et nos forêts. » (Extrait du discours de la prise du pouvoir de la République de Costa Rica, le Dr. Abel Pacheco de la Espriella, pour une période constitutionnelle de Mai 2002 à Mai 2006)

Voilà donc qu'eau, pétrole, gaz et biodiversité ont provoqué et provoqueront d'autant plus de militarisation que ces

terres posséderont ces ressources « stratégiques ». Le coût est et sera pour les peuples indigènes et paysans. Les peuples indigènes tant qu'ils pourront résister seront un mur de contention contre la prédation et l'ambition du capital. Aujourd'hui beaucoup d'espoir s'élève depuis l'Amérique Latine et les Caraïbes. Le triomphe de paysannes d'Atenco contre le mégaprojet du nouvel aéroport international du Mexique crée un précédent, face aux avances des privatisations et des expropriations, malgré l'alliance entre Gouvernements et médias, la société peut faire dérailler le Plan Puebla-Panamá et l'ALCA (Area de libre Comercio de las Américas) Un autre exemple nous est donné par les boliviens et les uruguayens qui ont arrêté les processus de privatisations des services publics en faveur de multinationales prédatrices, ou encore par les indiens miskitos du Nicaragua et les garifunas honduriens en déclarant leurs territoires zones libres d'exploitation pétrolière.

Que sont les réserves d'hydrocarbures ?

« Ce sont les accumulations des hydrocarbures connues à une date déterminée et qui sont passibles d'exploitation à des fins commerciales. Toutes les réserves estimées ont un degré d'incertitude dû à la qualité et à la quantité d'information géologique, géophysique et d'ingénierie disponible au moment de l'estimation et à l'interprétation des données. Les réserves prouvées ce sont les volumes d'hydrocarbures évalués sous des conditions économiques et techniques actuelles, dont on estime qu'ils seront commercialement récupérables à une date spécifique avec un haut degré de certitude. Dans cette catégorie de réserves des ressources la probabilité de récupération est à 90% ou plus des quantités évaluées (...) Les réserves probables sont celles où les analyses de l'information des gisements suggèrent qu'elles peuvent être commercialement récupérables » (Raúl Muñoz Leos, directeur de la PEMEX du Mexique)

Le gaz possède beaucoup d'avantages dans les quels on trouve la fabrication de l'énergie électrique. Quand il brûle, il produit de la chaleur qui fait tourner une turbine génératrice d'électricité et dans une centrale appropriée il peut aussi chauffer de l'eau qui en même temps fait tourner la turbine. Ces centrales peuvent être construites plus vite qu'une centrale hydroélectrique, produisent plus d'énergie et leur prix est moindre. Même si elles polluent c'est sans comparaison avec celle à charbon, diesel ou eau. En revanche elles causent aussi des sinistres, des déplacements de populations -comme au Pérou et en Bolivie- à cause des infrastructures de transports du gaz : ports, dépôts et gazoduc.

L'industrie du pétrole est une de plus polluantes.

Seulement 122 entreprises dans le monde sont responsables de 80 % de la pollution mondiale. Cinq parmis les « quatre soeurs » (Exxon-Mobil Oil, BP Amoco, Shell, Chevron-Texaco) sont responsables de 10% de toutes les émanations de carbone de la planète. Une forte contamination de la terre, de l'air et de l'eau se produit pendant l'exploration, l'extraction, le transport et la combustion de combustibles fossiles. Cette industrialisation des ressources a besoin d'infrastructures, qui demandent des déforestations avec les conséquences que l'on connaît pour la nature et les populations dans des zones naturelles protégées ou non.

Selon Oil Watch, pour chaque puit d'exploration il faut raser 2 hectares de forêt. « Dans la perforation exploratoire du pétrole et du gaz, se génèrent des centaines des pies cubiques de déchets toxiques que sont dispersées dans la nature sans traitement aucun ». Cette pollution contamine aussi la biodiversité marine et terrestre, la souveraineté des peuples et les économies liées à la nature. Non seulement l'extraction et le transport des hydrocarbures induisent une occupation désordonnée de territoires, mais implique dans les meilleurs des cas un déplacement forcé des populations et généralement de simples expulsions violentes avec l'appui de l'armée, police ou même dans certains cas, des paramilitaires sous la tutelle des multinationales. Malgré la connaissance du changement climatique les investissements dans les énergies fossiles est 100 fois supérieur à tout autre forme de fabrication d'énergie.

Les tendances mondiales

Divers analystes internationaux considèrent que pendant les 20 ans à venir il n'y aura pas de substitution des hydrocarbures par d'autres formes d'énergie. En plus, ils pensent que durant cette période la demande va doubler par rapport à la période entre 1970 et 2000. Pour l'Administration de l'Information sur l'énergie (EIA) des Etats-Unis, la demande mondiale augmentera de 56 %, équivalent à 43 millions de tonnes par jour pour l'année 2002. De son côté l'Agence du Département de Statistiques Energétiques a pronostiqué une demande entre 75 et 119.6 millions de tonnes pour 2020. Enfin, indépendamment de toute source d'information, la tendance reste la même : l'augmentation de la demande dans les prochaines décennies. Combien de malheur pour les 20 ans à venir ? En tenant compte de l'évolution de la technologie qui permettra l'accès à des lieux aujourd'hui inaccessibles. Selon l'Institut du Pétrole, qui s'appuie sur les estimations de l'EIA's International Energy Outlook 2001, la consommation du gaz naturel dans les pays industrialisés sera supérieure au Japon et en Australie, suivis par les Etats-Unis et l'Europe Occidentale. En revanche pour le pétrole les Etats-Unis seront en tête suivis de l'Europe, le Japon et l'Australie.

Les banques multilatérales ne sont pas loin du négoce du pétrole et du gaz. Elle a aidé dans les dix années passées à ce que 100 nouveaux pays soient dans l'exploration. On calcule que facilement 50 000 millions de dollars ont été investis dans cela.

Parmi les plus actives, pour ne pas changer, la Banque Mondiale (BM) avec un total 5,950 millions de dollars investi sur le secteur entre 1995 et 1999, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque Asiatique de Développement, la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et le financement par des Agences de Crédit à l'Exportation du Développement Upstream du pétrole et gaz (non minéral).

L'année 1999 fut celle des grandes découvertes. Même si quelques unes furent dans d'anciens gisements déjà en exploitation comme dans le cas de l'Arabie Saoudite et l'Iran. D'autres furent effectuées dans divers pays grâce à l'avance technologique de ces dernières années, comme celles en eaux profondes comme au Brésil et en Angola. Entre 1995 et 2000 ont été incorporés aux réserves prouvées 4.5 millions des tonnes pour chaque forage réalisé, ce qui équivaut à une majoration de 50 % par rapport à la période 1990 / 95. Dans la seconde moitié des années 90, les découvertes de gisements de gaz ont été supérieures à celles du pétrole de 85%. Au cours des dernières années, on a découvert du pétrole dans 95 pays et 50 % se trouve dans 10 d'entre eux seulement : Iran, Arabie Saoudite, Angola, Chine, Mexique, Azerbaïdjan, Niger, Guinée Equatoriale, Brésil et Norvège. De fait, l'Institut du Pétrole du Royaume Uni estime qu'il existe autour de 4 000 millions de tonnes de carbone dans les combustibles fossiles qui se trouvent encore sous terre. Selon Oil Watch, chaque tonneau de pétrole implique en moyenne 0,12 tonne de carbone.

Selon Alfredo Elias Ayub, gérant Général de la Commission Fédérale de l'Electricité (CFE) du Mexique, les centrales génératrices d'électricité sont plus efficaces et économiques avec du gaz. Le coût par megawatt, qui est l'unité de capacité, dans une centrale à cycle combiné de gaz, produit actuellement entre 500 et 600 millions de dollars, tandis qu'une à énergie nucléaire ou hydraulique est supérieur à 1000 millions de dollars. Pour cela les multinationales dirigent leurs investissements vers tout les processus : le gaz, le pétrole, l'eau et la production d'énergie électrique. Mais la convergence gaz et électricité a déclenché une dure bataille contre pétrole et électricité pour produire des kilowatts.

De ce fait, en 2000 la vente de gaz naturel à la CFE a augmenté de 18.8 % et en 2001 le taux de croissance de la consommation de gaz naturel par le secteur de production d'électricité au Mexique dépasse le 14% annuel et on calcule que pour la prochaine décennie, il quintuplera. Ainsi, pour le gérant de la société nationale, c'est seulement avec un investissement étranger directement dans la production d'énergie électrique, qu'on pourra obtenir les 34 millions de dollars qui sont nécessaires à la modernisation de l'infrastructure électrique du pays pendant la période présidentielle de Vicente Fox de 2001 à 2006.

Selon les déclarations du Secrétaire de l'énergie du Mexique, Ernesto Martens en octobre 2001, « entre 2000 et 2006, la demande d'électricité augmentera de 45 %, le gaz dérivé du pétrole liquéfié (GPL) de 17% et le gaz naturel de 80% et celle de combustibles liquides, kérosène et diesel inclus, augmentera de 20 %. Pour 2002, le Mexique

modifierait sa politique énergétique pour favoriser l'utilisation du gaz au lieu du pétrole pour commencer à investir dans le « négoce du futur » parce que la demande croîtra de 120 % dans les dix prochaines années surtout pour la fabrication de l'électricité. C'est bien là où la guerre des multinationales commence. Pour 2009, la CFE calcule que 49 centrales à cycle combiné seront en service au Mexique pour produire 21 000 mégawatts, puisqu'on calcule que la consommation d'énergie électrique augmentera avec un taux annuel de 5.5% pour la période 2001-2010.

C'est d'après ce point de vue que nous devons analyser le projet Plan Puebla-Panamá (PPP), l'Aire de Libre Commerce des Amériques (ALCA), les Accords de Libre Commerce, le Plan Colombia, la militarisation des régions stratégiques du Continent Américain, et des terres indigènes et paysannes, comme le démontre la récente installation de bases militaires des Etats-Unis partout dans l'hémisphère. Aussi nous devons -sous cet angle- analyser le refus des gouvernements à dialoguer avec les peuples indigènes, d'accepter leur autonomie et de respecter leurs droits humains.

Plusieurs exemples existent aujourd'hui en Amérique Latine de répression et d'expulsion de peuples autochtones. Le refus du Gouvernement Mexicain de respecter les Accords de Sa Andrés négociés et signés avec le EZLN est un refus de l'Etat, où le pouvoir Exécutif, Législatif et Judiciaire nient l'obtention de la paix et la distribution de la richesse avec équité.

Les gouvernements s'inclinent devant les intérêts de la majorité des multinationales du pétrole, les plus puissantes du monde. On assiste aujourd'hui à une profonde crise des démocraties, à une démocratie virtuelle et à une dictature corporatiste multinationale et militaire.

Qui a le pétrole et le gaz aujourd'hui ?

Au Moyen Orient se trouvent 65 % des réserves mondiales du brut, au Venezuela 7%, ce qui explique la militarisation du Plan Colombia et les bases militaires nord-américaines dans les Iles Curaçao. Encore 7% se trouvent en Afrique principalement en Algérie, Libye, et Niger et 5% en Russie. L'Asie Centrale est le deuxième bassin pétrolifère mondial avec 200 millions de tonnes de réserves de pétrole, derrière le Golfe Persique qui compte avec 660 millions de tonnes, d'où l'intérêt des Etats-Unis pour prendre le contrôle du pont entre l'Asie et l'Europe.

Par ailleurs, l'Afghanistan concentre 4 % des réserves mondiales de charbon qui sont encore inexploitées et compte aussi en plus du cuivre, fer, soufre, zinc, sel, plomb, et pierres précieuses et semi-précieuses. Dans le territoire russe de Sibérie on trouve la deuxième réserve du pétrole mondiale qui donne au gouvernement russe 60 % de ses revenus fiscaux. Curieusement, au mois d'août 98, le gouvernement mexicain a fermé ses ambassades dans des pays producteurs comme l'Arabie Saoudite et la Norvège. Ce dernier se considérait en 1998 comme le deuxième producteur mondial du pétrole, selon son ministre de l'énergie et du pétrole Tore Sanvold.

Récemment le journaliste Jim Carlton du Wall Street Journal a confirmé que sous l'eau et autour de l'île de Sakhalin en Russie (région connue pour l'abondance du Saumon, crabes et crustacés, baleines en danger) les compagnies pétrolières multinationales calculent qu'il y a autour de 13 billions de tonnes, quand les Etats-Unis comptent avec 22 billions de réserve et la Russie avec 49 billions. Depuis 1994 les sous-sols sous les eaux de l'île Sakhalin sont exploités par Exxon-Mobil Oil et Royal Dutch-Schell qui prétendent négocier l'hydrocarbure par oléoduc et gazoduc.

En 1999, la première année d'exploitation du pétrole, l'impact sur les dégâts écologiques et sur la pêche sont visibles. Malgré cela on continue la construction des tours de forage et les installations diverses pour 22 000 millions de dollars. Après le 11 septembre 2001, avec force la Russie devient pour les Etats-Unis ce que George W. Bush appelle « d'une importance stratégique » pour son pétrole, et immédiatement en mai 2002 fête avec le président russe Vladimir Poutine le projet pour 12 000 millions de dollars de coopération économique pour l'exploration de l'île.

Dans le cas du gaz naturel, 28% se trouvent en Russie, 9 % dans le Golfe Persique, 9% dans la Mer du Nord (Hollande, Norvège et Grande Bretagne), 7% au Canada, 7% en Afrique principalement en Algérie et Niger où Shell

et Chevron ont appuyé les dictatures militaires.

La Russie et le Moyen Orient comptent avec la plupart du gaz naturel jusqu'à lors. C'est pour cela que les Etats-Unis misent sur le continent américain. Au Canada, le gaz naturel se trouve principalement dans la province de Alberta et Saskatchewan, et aussi un fort potentiel dans l'Arctique et la côte est canadienne.

Selon l'étude « Profil Energétique de l'Amérique du Nord » diffusée par la Secrétariat de l'énergie du Mexique, la demande d'énergie dans les pays d'Amérique du Nord descendra légèrement dans les huit prochaines années ; la consommation d'énergie par tête augmentera de 10% vers 2010 dans la région d'Amérique du Nord. Cette étude fut élaborée par le Groupe de Travail d'Amérique du Nord, conformément aux accords signés en 2001 par les présidents du Mexique, Etats-Unis et Canada. Son analyse prévoit qu'en 2001 la région possédait une capacité opérationnelle de 967 gigawatts dont 819 provenait des Etats-Unis, 111 du Canada et 37 du Mexique. Elle nous informe aussi sur la tendance de consommation depuis 1980 et révèle la nécessité future de maintenir un système interconnecté. Et fait référence aux réserves de la zone qui sont de 50 000 millions de tonnes, dont 24 000 millions correspondent au Mexique, et qu'en gaz naturel les Etats-Unis ont 167 billions de pieds cubiques de réserve, le Canada 92 billions et le Mexique seulement 30. Enfin à chacun avec ses chiffres, mais on continua à suivre une tendance commune.

Même si c'est dans de moindres proportions, mais non moins importantes pour les intérêts des Etats-Unis dans le cadre du PPP et de l'ALCA, dans d'autres pays d'Amérique Latine et des Caraïbes, on trouve du pétrole : au Brésil, Argentine, Colombie, Equateur, Pérou, Trinidad, Bolivie, Honduras, Guatemala, Nicaragua et Panama. Regardons seulement un exemple qui ressemble à une histoire d'horreur, un pays riche de pauvres où la voracité des multinationales piétine les peuples pour tout raser. En Bolivie les multinationales Shell et Enron (Transredes) qui ont investi dans le secteur du gaz et du pétrole grâce à l'aide financière des fonds des pensions des travailleurs, ont sollicité un crédit à la BID pour 100 millions de dollars pour la construction de l'oléoduc Yacuiba-Camiri et 434 millions de dollars (BO-0192) pour un gazoduc, malgré la résistance des communautés indigènes Weenhayek qui habitent cette région.

Mais les indigènes ne perdent pas la mémoire. En janvier 2000, ces entreprises ont produit une catastrophe écologique majeure dans l'histoire de l'exploitation des hydrocarbures de la Bolivie quand l'oléoduc privatisé à leur faveur -qui passait sous les eaux de la rivière Desaguadero- s'est rompu, versant 29 000 litres du brut et d'essence. D'autres entreprises comme Transierra et Petrobras de Brésil ont commencé la construction du gazoduc Yacuiba-Rio Grande avec des excavations et enterrant les tubes affectant ainsi les terres des indigènes guaraníes. De son côté Petrobras et l'espagnol Repsol prétendent explorer dans les parcs nationaux Madidi et la Réserve de la Biosphère et le Territoire Indigène Pilon Lajas.

Le négoce est tellement juteux que les exportations du gaz au Brésil pourrait assurer aux multinationales 5 000 millions de dollars dans les 20 ans à venir pendant que le gouvernement bolivien recevrait 80 millions de dollars annuels en impôts et redevances. Aussi les réserves du gaz de la Bolivie sont les cibles de l'ambition sans limites des entreprises étrangères puisqu'on estime leur valeur à 80 millions de dollars par an. Cela correspond à dix fois la production des biens et services par an. On pense que les réserves boliviennes de gaz sont les plus grandes d'Amérique du Sud et donc supérieures à celles d'Argentine, Brésil, Chili et Pérou, ensemble qui sont déjà dans les mains de Repsol, BP, Petrobras, Pluspetrol, Tesoro BG, Vintage y Maxus entre autres. Pour le Ministère du Développement de la Bolivie, le gouvernement a perdu 3.152 millions de dollars en baissant les impôts sur les champs d'exploitation des hydrocarbures de ces multinationales de 50 à 18%.

Comme si c'était pas assez, le gouvernement bolivien a approuvé le projet d'Exportation de gaz aux Etats-Unis et au Mexique des multinationales Iritis Gas, British Petroleum (BP) et Repsol YPF qui forment le Consortium Pacific LNG et les entreprises Sempra Energy et Panaméricain Enenergy. C'est dans ce pays où les nouvelles initiatives légales du « Règlement d'Expropriation et Servitudes dans les secteurs des Hydrocarbures » et le projet de « Modifications aux Règlements de Ductos (oleo ou gazoduc) » donneraient aux multinationales non seulement le droit d'exploitation mais la propriété de terres aussi. La Bolivie c'est le pays qui a privatisé sa compagnie nationale, son gaz et ses puits de pétrole au profit des compagnies étrangères, pays dont l'énergie provient à 90% du pétrole et du gaz.

La crise énergétique des Etats-Unis

Parmi les sources productrices d'énergie se trouvent l'eau (hydroélectrique), le pétrole, le gaz, la vapeur, et le charbon (thermoélectriques), le solaire, l'éolienne (vent) ou le nucléaire (uranium enrichi). Mais si toute l'énergie était produite par le pétrole, chaque jour le monde aurait besoin de 210 millions de tonnes quotidiens. De l'énergie mondiale actuelle, 38% provient du pétrole ; 22% vient du gaz naturel, ce qui équivaut à 46 millions des tonnes ; 26% de l'énergie provient du charbon ; 7% de l'énergie nucléaire ; et encore 7% de l'énergie hydraulique, solaire, éolienne, et d'autres.

Aujourd'hui de toute l'énergie mondiale, le secteur du transport consomme 20% et 30% va vers l'éclairage, réfrigération, chauffage, transmissions et réception d'information, diverses utilisations domestiques, commerces et édifices publics. Le reste c'est pour l'industrie, notamment l'acier, le ciment, le verre, la chimie, l'aluminium, la cellulose et le papier. Parce que l'industrie et le transport consomment 70% de l'énergie, ils sont les piliers du « développement » néolibéral de l'ALCA et du Plan Puebla Panama (PPP). C'est pour cela que les privatisations de l'énergie électrique, du gaz et du pétrole mexicains sont quelques uns des objectifs stratégiques et de sécurité nationale du pouvoir à caractère impérialiste des Etats-Unis.

Le Etats-Unis comprennent 173 raffineries, le Mexique 6, la Russie 45 et elle consomme 4 millions de tonnes par jour, l'Union européenne avec 20 raffineries consomme 5 millions de tonnes / jour. Au début de 2002, les Etats-Unis produisaient 12% du pétrole mondial c'est-à-dire 9 millions de tonnes /jour. En revanche, ils consomment 25 % du brut de la planète devenant ainsi le plus gros consommateur et par conséquent le plus grand pollueur atmosphérique mondial. Ils doivent donc importer 11 millions pour couvrir leurs besoins domestiques. Pour cela, le Mexique leur vend 600 000 tonnes par jour et le Venezuela 2 millions, le reste viens de pays arabes. Avec le rythme actuel de production, les Etat-Unis possèdent sur leur territoire des réserves de brut pour 11 ans, mais s'ils ils doivent utiliser leurs seules réserves sans importation, leurs réserves ne représentent que 4 ans de consommation.

Cela explique donc pourquoi les Etats-Unis cherchent désespérément à se garantir l'accès aux marchés du brut d'Amérique Latine, mais aussi du Canada, Mexique et Vénézuéla. Mais le gouvernement vénézuélien de Hugo Chávez leur pose problème , avec son discours fortement antilibéral et aussi parce qu'il envoie à Cuba 53 000 tonnes/jour à des conditions préférentielles grâce aux accords signés par les deux pays en octobre 2000. En échange, Cuba rend des prestations de services en technologie et pour développer certains secteurs économiques et sociaux les plus nécessaires.

En conséquence, les tentatives de faire tomber Chávez ont aussi un rapport avec le pétrole, de même pour Saddam Hussain qui gouverne le pétrole iraquien. En revanche, le gouvernement de Vicente Fox au Mexique ne représente aucun danger puisque c' est un grand allié de Bush pour ouvrir aux capitaux étrangers l'extraction du gaz naturel et du pétrole du Mexique. Même si pour réussir il faut enterrer la souveraineté mexicaine avec les « négociations-imposées » de l'ALCA qui sont en cours en ce moment et la modification de l'article 27 de la Constitution qui aujourd'hui dit ceci : « *Est du ressort de la Nation le domaine direct des ressources naturelles (...) le pétrole et tous les hydrocarbures, liquides ou gazeux (...)S'agissant du pétrole, hydrocarbures solides, liquides ou gazeux ou des minéraux radiatives, ne donnera aucune concession et seule la Nation s'occupera de l'exploitation des ces produits (...) C'est exclusivement à la Nation de gérer, conduire, transformer, distribuer et fournir l'énergie électrique qui a comme objet fournir un service public. En cette matière ne donnera aucuen concession à des particuliers et la Nation profitera des biens et ressources naturelles dont on a besoin à ces fins (...)* »

L'ALCA : stratégie étatsunienne pour le contrôle énergétique .

D'un autre point de vue, entre les trois affaires les plus lucratives au monde sont l'industrie militaire, le narcotrafic, et les hydrocarbures. Les pays riches du nord et c'est bien dommage pour eux, dépendent de ces derniers : beaucoup des gouvernements d'Amérique Latine contrôlent une grande part de ce secteur et réalisent des alliances qui mettent en difficulté l'économie nord-américaine. Comme quand en 1998 le Venezuela et le Mexique ont fait une alliance historique avec l'Arabie Saoudite, décidant de réduire la production du pétrole pour contrecarrer la crise du prix du brut.

Pour ces raisons et en tenant compte des grands intérêts du président Bush dans le secteur pétrolier du Texas, le gouvernement des Etats-Unis a déployé une stratégie de création d'un pôle énergétique pétrolier dans le Continent au tour de l'ALCA qui inclut le PPP et le Plan Colombia. L'initiative Petroamérique tente de créer une grande multinationale en fusionnant PEMEX du Mexique avec PETROBAS du Brésil, Petróleos de Venezuela S.A. (PDVSA), ECOPETROL du Pérou et YPF-REPSOL d'Espagne en Argentine, sous des intérêts nord-américains. Et dans le Mexique, il trouve son plus fidèle allié.

Le président Fox du Mexique, fils de mère espagnole est le nouveau Malinche (Indienne qui trahit les aztèques en aidant le conquistador Hernan Cortez) de la Nation, a prévenu en février 2002 que : « Cette même année, on va voir comme une réalité plusieurs infrastructures qui feront que les marchés des Etats-Unis, du Canada à travers le Mexique vers le Panama, seront complètement reliés grâce à des axes routiers, ports, aéroports vers lesquels les investissements convergeront ». Pendant le mois d'août 2002, Fox a tenu une réunion avec les gouverneurs des Etats du Mexique pour les convaincre du bien fondé de la réforme électrique en ayant recours à des chantages politiques. Il a expliqué que l'investissement **de 500000 millions de pesos** destinés à l'électricité, était équivalent au montant annuel du transfert aux gouvernements des Etats du pays et aux municipalités, et qu' en cas d'arrêt de la réforme les problèmes de budget continueront à tous les niveaux du gouvernement.

Petit à petit, les compagnies pétrolières ont fusionné, devenant de monstres oligopoles. Aujourd'hui « les quatre soeurs » pétrolières multinationales les plus puissantes au monde sont Exxon Mobil, qui selon la revue Fortune, est la multinationale qui occupe la première place mondiale en terme de bénéfices, avec en 2001 autour de 15,320 millions de dollars ; Chevron Texaco, la Royal Dutch Shell dans la quatrième place et la British Petroleum (BP) dans la sixième place mondiale. Seule la China National Petroleum qui occupe elle la 23ème place mondiale représente une menace pour « les quatre soeurs ». Toujours selon Fortune, Petrobas qui occupe la 41ème place, PDVSA la 36ème, Repsol la 80ème , et la PEMEX la 81ème.

Si on prend en compte que le secteur pétrolier, selon le directeur de la Pemex Raúl Muñoz Leos, celle-ci occupe la 5ème ou 6ème place mondiale.

En Equateur, ce n'a pas été suffisant pour Chevron Texaco, d'avoir laissé une impressionnante pollution à cause de l'extraction du brut, les habitants sans terres ni moyens de subsistances, augmentant la pauvreté de 300 000 paysans et indigènes amazoniens. Il a fallu que des militants écologistes, début 2002, s'attachent aux arbres pour empêcher que ceux-ci soient coupés, alors que Repsol et d'autres compagnies veulent construire un oléoduc pour transporter du brut à travers la forêt protégée de Mindo sur une distance de 480 kilomètres, avec un prêt 900 millions de dollars de la banque allemande WestLB.

Selon l'enquêteur Aram Rubén Aharonian, en 2002, les recettes de la PDVSA vénézuélienne furent moins d'un quart inférieures à celles de Exxon Mobil et moins d'un tiers à celles de la Royal Dutch Shell ou de la BP, pendant que son patrimoine varié entre la moitié et un tiers par rapport au grandes pétrolières. Dans la période 1998/2000, la moyenne des « quatre soeurs » dépasse de 3.6 fois les recettes de la PVDSA, 1.9 de ses actifs, 1.4 en patrimoine et 1.6 en bénéfices avant impôts.

Un rapport de l'Institute for Policy Studies de l'année 2000, qui reprend des données de la Revue Fortune et de la Banque Mondiale, sur les 100 économies les plus grandes, 51 sont multinationales et 49 des pays. D'après ce rapport, en 1999, le chiffre d'affaires des cinq multinationales les plus grandes du monde dépassa le PIB de 182 pays. Cette année Exxon Mobil ou Shell ont eu de revenus supérieurs au PIB du Venezuela et de la Colombie, pas la peine de parler des pays des caraïbes ou d'Amérique Centrale.

L'impérialisme gringo et la conquête gachupine

Entendre par « gringo » selon le Larousse, un yanqui ou étatsunien et par « gachupin » comme un espagnol établi dans l'Amérique de langue espagnole (ce nom fut donné à l'origine aux espagnols pendant la guerre d'indépendance mexicaine). Alors l'impérialisme des Etats-Unis et la nouvelle version de la conquête espagnole font maintenant alliance. Pendant que le gouvernement espagnol de José Maria Aznar se laisse utiliser par les Etats-Unis pour influencer les politiques européennes et de l'OTAN. Ce fut le cas en Amérique Latine pour ouvrir des brèches pendant que les multinationales nord-américaines se préparent à dévorer des sociétés espagnoles d'énergie, gaz et pétrole. Les trois compagnies d'électricité d'Espagne cherchent à se positionner mieux dans le marché et le contrôle de l'énergie, du gaz et de l'eau dans tout le continent mais les « gringos » sont à l'affût.

Endesa, la première compagnie d'énergie électrique Espagnole compte avec 20,164 millions clients, la moitié à l'étranger et l'autre moitié en Espagne. Entre janvier et mars 2002, elle a presque doublé son bénéfice net puisqu'elle a vendu sa filiale Electra de Viesgo à la compagnie d'électricité italienne Enel pour se sauver de la crise due aux investissements en Argentine. Elle a aussi accru substantiellement sa présence dans le marché du gaz, dont elle est aujourd'hui le deuxième opérateur en Espagne en nombre de clients, avec une part de 6% dans le marché domestique du gaz naturel et de 4.2% dans le marché libéralisé. Elle prévoit pour 2006 atteindre une part de 15% dans le marché libéralisé du gaz. Des sociétés espagnoles, seule Endesa a fait une incursion dans le marché européen notamment en Italie et en France, en plus elle possède des investissements dans les secteurs de télécommunications et du conseil.

Endesa et Iberdrola qui en moins d'un an sont rentrées dans le négoce de la vente de gaz naturel, ont déclaré la guerre à la compagnie Gas Natural, et prétendent arracher la tête du marché à Repsol en Espagne. Endesa a investi en Argentine 5% de son argent et le 2.8% de ses actifs, ce qui équivaut à un investissement de 100 millions de dollars. Elle est présente à travers sa participation dans Edesur, une des principales compagnies d'électricité argentine et possède deux centrales. Actuellement, elle contrôle le Système d'Intégration Electrique pour l'Amérique Centrale dans le cadre du PPP et se lance pour la construction d'un autre barrage hydroélectrique au Chili malgré les mises en garde sur les effets sur l'environnement et l'expulsion des indigènes de leurs terres.

Iberdrola, la deuxième compagnie électrique en Espagne, contrôle plus de 4% du marché espagnol du gaz. Mais elle prévoit d'atteindre 20% en 2006 pour fournir ses centrales d'énergie électrique et ses clients, avec qui entre octobre 2001 à mai 2002, elle a signé près de 100 contrats pour du gaz et ainsi enlever des clients à son ennemi Gas Natural. Elle est leader dans les opérations et la construction de parc éolien. Entre 2002 et 2006 elle veut investir 12 000 millions d'euros dont un tiers serait destiné à d'autres pays, principalement au Mexique et au Brésil. Récemment une tentative de fusion entre Repsol et Iberdrola a mis sur le pied de guerre le secteur de la production d'énergie électrique avec à sa tête Endesa. La fusion a échoué. Après un autre essai de fusion entre Endesa et Iberdrola et entre l'Union Fenosa et l'Hidrocantabrico, qui aussi ont échoué.

Union Fenosa, troisième compagnie électrique espagnole aussi regarde le secteur du gaz comme un des piliers de son développement. Vers 2005 ses activités à l'étranger représenteront 40% de ses ventes et 35% de ses résultats opérationnels. La compagnie électrique galicienne travaille dans fabrication et la distribution d'énergie électrique et diverses prestations de services comme dans l'eau et le conseil. En 2000, elle est entrée dans le secteur du gaz naturel et augmente ses bénéfices nets de 18.7% au premier trimestre de la même année dans son activité internationale.

La pétrolière espagnole Repsol, née en 1987 sans dimension internationale. Aujourd'hui, elle occupe la 5ème place en Europe et la 7ème mondiale. En 1999, elle a décidé d'acheter Yacimientos Fiscales Argentinos, YPF, avec un investissement de 15 000 millions de dollars. L'un de ses objectifs est d'investir le marché de l'électricité puisqu'elle compte avec le gaz. Repsol YPF et Gaz Natural ont construit une nouvelle société avec un capital reparté à 50% pour commercialiser du gaz liquide dans le monde. Mais après la crise des prix du pétrole, est survenue la crise en Argentine dont le gouvernement a imposé un impôt de 20% aux exportations pétrolières, Repsol a diminué de moitié les envois du brut vers l'extérieur et du gasoil vers la Bolivie. Repsol YPF s'est vue obligée de vendre des actions « attrapées » dans un dispositif que ses propres dirigeants ont aidé à promouvoir.

De cette manière, avec une dette de 5 000 millions d'euros, Repsol a annoncé qu'elle vendait 23% de sa participation dans Gaz Natural aux catalans de La Caixa qui, avec 26% des actions, deviennent le principal actionnaire avec ce que donnent les premiers pas dans le négoce du gaz naturel et de l'électricité. Entre 2002 et 2006 Gas Natural veut posséder plus de 10 millions des clients dans la distribution du gaz et des parts de marché dans la production électrique. Bien entendu, Gas Natural -avec sa filiale au Mexique qui contrôle 8 des 14 réseaux de distribution de gaz naturel dans le pays -pourrait être l'unique entreprise ayant la concession pour distribuer le gaz naturel dans l'Etat de Veracruz pour 30 ans.

Curieusement le FMI amène l'Argentine vers la crise et en même temps les investissements européens, sur tout espagnols dans le secteur bancaire, du gaz et du pétrole. De la même manière qu'il a amené à la crise les « tigres asiatiques ». Ce n'est pas un hasard si les bureaux du FMI, de la Banque Mondiale, du BID, de la Maison Blanche, et du Pentagone se trouvent à Washington.

La société pétrolière espagnole Cepsa a des investissements dans la centrale Interquisa au Canada qui destine sa production principalement vers les Etats-Unis. Elle possède aussi diverses explorations en Amérique Latine et particulièrement dans plusieurs zones en Colombie. Sa stratégie de croissance est basée sur le gaz de l'Algérie, pays qui dépend pour 95% de la vente du pétrole, son gisement RFK compte avec des réserves initiales de plus de 100 millions des tonnes du brut s'exporte depuis 1996. Mais il y a un autre gisement 10 fois plus grand que celui là, le gisement ORD. Cepsa étudie la construction d'un gazoduc qui gagnerait l'Europe, via l'Espagne, sous la tutelle de la société Medgaz produit de l'association de Sonatrach, Total Fina Elf, Endesa, British Petroleum, Gaz de France et Eni.

Ainsi si on tient compte de ce qui est exposé là, on peut affirmer que le futur de l'Espagne est le futur des Etats-Unis. L'impérialiste dévorera tôt ou tard le nouveau conquistador dans la guerre que se livrent les multinationales pour le contrôle de l'eau, du gaz, l'électricité et le pétrole. Mais cette guerre est aussi en même temps contre les peuples indigènes et paysans du continent qui luttent et résistent pour leur dignité et pour leurs terres. Ils sont en définitive l'avant-garde des protecteurs de la nature et d'un monde meilleur pour tous.

CIEPAC

Post-scriptum :

Traduction pour El Correo : Estelle et Carlos Debiasi